

CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE

« VIVRE LIBRE OU MOURIR »



NOTRE PROJET DE GOUVERNEMENT

EN ROUTE

VERS LA SOUVERAINETÉ

«D'abord ils vous ignorent, puis ils se moquent de vous,
ensuite ils vous combattent, et enfin vous gagnez».

GANDHI

INTRODUCTION

Les élections présidentielles et législatives qui vont avoir lieu au mois d'avril en France sont naturellement des élections françaises. Par contre, il ne s'agit pas d'élections guadeloupéennes. Les élections sont surtout utilisées par les autorités coloniales et leurs alliés conservateurs, socialistes et libéraux, comme une caution de légitimité pour faire accepter par la communauté internationale un véritable coup de force contre le droit international et contre la souveraineté nationale de notre pays la Guadeloupe perpétré en 1946 avec l'adoption par le Parlement français d'une loi nous qualifiant de département français pour éviter l'intervention des nations unies et du conseil de sécurité dominés par les anticolonialistes. Mais, avec ses élections, la France ouvre un processus politique qui a un impact sur notre vie politique. Il serait dangereux de ne pas être présent pour contester, proposer et surtout montrer aux guadeloupéens notre capacité à diriger notre pays. C'est donc pourquoi nous avons élaboré un projet de gouvernement et d'administration de la Guadeloupe que nous allons diffuser et commenter afin de progresser dans la conquête des cœurs et des intelligences de notre peuple. Nous profiterons aussi pour informer la communauté internationale sur la situation réelle de notre peuple et du danger qui le menace du fait de la politique d'intégration et d'assimilation orchestrée par les autorités françaises en contradiction avec le droit international et les règles relatives à la protection des peuples en danger.

UN BILAN CATASTROPHIQUE

Les cinq ans de présidence de NICOLAS SARKOZY qui ont fait suite à ceux de JACQUES CHIRAC et des socialistes, soutenus directement par les conservateurs libéraux de la Guadeloupe qui ont eu un de leur représentant au Gouvernement et indirectement par les conservateurs socialistes qui y participaient par l'entremise des conseil général et régional malgré leurs dénégations actuelles, ont continué à être catastrophiques notamment pour tous les guadeloupéens qui militent pour que la Guadeloupe soit un havre de prospérité, de solidité, de liberté et qui pensent exclusivement Guadeloupe. Les autorités françaises avec leurs alliés conservateurs guadeloupéens ont continué à appliquer leur plan diabolique qui consiste à faire disparaître la Guadeloupe pour la remplacer par un petit département français sous tutelle légale, politique, économique, financière et culturelle. Dans tous les domaines, la situation au pire a empiré et les adeptes de la francisation à outrance sont dans l'obligation pour sauver leur modèle de gouvernement et d'administration de proposer des expédients dont personne n'est dupe.

Dans le domaine de la « gouvernance », les guadeloupéens continuent à être marginalisés. Ils ne décident de rien et leurs volontés n'arrivent pas à passer l'obstacle de l'unité juridique de la France dogme de la république française. Les conservateurs socialistes qui ont la majorité au conseil régional et au conseil régional dont les budgets cumulés représentent un très modeste pourcentage du PIB font en permanence du spectacle et demeurent incapables de peser sur la prise de décision toute monopolisée par les Autorités françaises. La décentralisation que les socialistes français avaient promotionné pour contrer le projet nationaliste

n'est que l'ombre d'elle même , les quelques attributions rétrocedées ayant été recentralisées. Les assemblées de Guadeloupe sont restées des assemblées administratives qui s'adonnent plutôt à la technocratie et rarement à la défense de nos intérêts supérieurs . La France de son côté reste cramponnée à sa volonté de ne pas appliquer à notre pays le droit international de la décolonisation en évoquant toutes sortes d'arguments .

Dans le domaine économique , malgré les campagnes orchestrées par l'INSEE , L'IEDOM, la CFD et autres, le bilan est bien maigre . Notre économie reste un appendice de l'économie française. Elle est structurellement et congénitalement déséquilibrée. Ses déséquilibres macroéconomiques , demande supérieure à l'offre, chômage , déséquilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements, sont en réalité l'illustration d'un fonctionnement normal qu'aucune politique n'est susceptible de corriger. Malgré l'imbroglio macro économique contre toute attente, on a assisté à une convergence de notre niveau de vie avec celui de la France. Il s'agit d'une des conséquences de la logistique financière apportée par les français et de la place que ce pays occupe dans le système financier . Il est cependant important de rappeler que ce processus est une des dispositions fondamentales de la charte des nations unies. Les français et leurs alliés conservateurs l'ont cependant érigé en résultat de la supériorité de leur système .

Dans le domaine monétaire, la domination, le mépris et l'absence totale de transparence ont continué de plus belle . La monnaie est restée une affaire non guadeloupéenne .La Guadeloupe a été intégrée sans que ses citoyens aient été consultés à l'Union économique et monétaire et l'euro nous a été imposé . Les français et les européens appliquent chez nous leur droit primaire (les traités) ainsi que leur droit dérivé (les actes juridiques adoptés par les institutions européennes pour la mise en œuvre des traités). Les textes européens d'effet direct sont d'application automatique et notamment le règlement du Conseil concernant l'introduction de l'euro qui dispose que les signes monétaires ayant cours légal et pouvoir libératoire en France métropolitaine ont cours légal et pouvoir libératoire dans les DOM/ROM. En conséquence, les établissements de crédits établis en Guadeloupe ont accès aux opérations de politique monétaire de l'Euro-système , aux systèmes de paiement et sont soumis à des obligations précises (réserves obligatoires, déclarations statistiques...). Il en a résulté une domination bancaire inadmissible au regard du droit international de la décolonisation et de la protection des territoires non autonomes . En effet , l'activité bancaire et financière de la Guadeloupe s'organise autour de réseaux d'établissements de crédit et assimilés français installés localement ou non à l'exception de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui dispose d'un statut spécifique. Les établissements intervenant sur la place se répartissent selon quatre catégories , définies en application de l'article l. 511-9 du Code monétaire et financier français : banques affiliées à l'Association Française des Banques (AFB) ; banques mutualistes et coopératives ; sociétés financières ; institutions financières spécialisées. Il y a 21 établissements de crédits et assimilés, contre 20 en 2006. Des établissements de crédit non installés localement interviennent également en Guadeloupe depuis la France . Ils financent essentiellement les entreprises et les collectivités locales.

Dans le domaine social, c'est le règne des inégalités malheureusement

masquées par un financement régulier de la pauvreté. Les fonctionnaires qui disposent de salaires supérieurs et sûrs et la bourgeoisie d'affaires ont continué à jouir de nombreux privilèges qui ont augmenté et les classes populaires dont les effectifs se sont multipliés sont toujours abonnés au SMIC et à l'aide sociale dont les prestations ont diminué du fait de l'incompétence notoire des autorités françaises qui ont emprunté en grande quantité pour faire fonctionner à bon compte un modèle social dépassé et rongé par le vieillissement de leur population. La protection sociale appliquée en Guadeloupe est structurellement déficitaire du fait d'un déséquilibre structurel du rapport inactif sur actif provoqué par une modeste croissance économique et de l'emploi. On a aussi assisté au renforcement du processus de mise en place d'un droit du travail qui favorise l'exploitation des travailleurs et qui reste contraire au droit international notamment dans le domaine de la négociation collective qui exclut de fait les syndicats guadeloupéens.

Dans le domaine du financement des services publics, la règle est l'absence de transparence. Les autorités françaises pour masquer la réalité des flux financiers ont multiplié les obstacles. Personne ne sait la part de chacun dans le financement des dépenses publiques. Ainsi, lors de la discussion sur la loi de finances qui se résume pour les parlementaires conservateurs de notre pays à voter des dépenses d'un ministère, le ministère de l'outre mer, qui ne représente que 12% des dépenses publiques totales avec une annexe globale dont les chiffres sont approximatifs, les autorités françaises exposent avec délectation les dépenses présentées comme un effort national et refusent de présenter les recettes à l'exception des exonérations considérées comme des dépenses de solidarité bien entendu. De plus, les Guadeloupéens n'ont aucune prise sur l'exécution de ces dépenses qui relèvent de la compétence des administrations françaises.

Dans le domaine culturel, l'assimilation est de plus en plus féroce sous couvert officiel de respect de notre culture mais avec une pratique qui illustre un véritable génocide culturel. L'école, la formation continue, les librairies et les médias font feu de tous bois pour faire disparaître l'identité guadeloupéenne. L'idéologie de la bienfaisance de la France envers une culture quasi primitive est très largement diffusée.

Dans le domaine de la justice qui se donne au nom de la France. Dans le modèle colonial français, la justice exerce un rôle non négligeable. Sur les frontons des tribunaux et les formulaires officiels, il est proclamé que la justice est exercée au nom du peuple français. Les juges sont des français en mission d'application de leur ordre légal et réglementaire. Le droit appliqué est français, la coutume guadeloupéenne négligée. Les procureurs font tout pour faire régner l'ordre français en collaboration avec la police dont les effectifs sont en majorité français. La répression est forte : ont été particulièrement touchés les syndicalistes qui contestent l'ordre légal et social français.

La mise à l'écart de l'Amérique et de la Caraïbe. Sous couvert de coopération régionale avec l'aide de l'Union européenne la politique traditionnelle de la France inaugurée par les socialistes n'a pas changé. Au contraire, elle s'est renforcée. La Guadeloupe n'a pas de diplomatie. Quand elle s'engage dans notre région, elle ne peut le faire qu'au nom de France et pour la défense de ses intérêts. Le

comportement de la France est encouragée par l'attitude bienveillante de nombreux pays de la région qui confrontés malheureusement à de graves problèmes économiques , financiers et sociaux sollicitent l'occident pour vivre . Cette attitude bienveillante est contraire aux grandes déclarations de notre région sur le droit des peuples à disposer d'eux mêmes . Elle a pour conséquence de légitimer la présence de pays européens dans notre région ce qui est contraire à une saine politique diplomatique .

Nous avons donc assisté au cours des cinq dernières années à un renforcement étonnant de l'ordre colonial. Il a notamment profité des résultats positifs obtenus dans le domaine social alors que les performances économiques sont modestes . Certes, les inégalités se sont multipliées jusqu'à devenir de plus en plus intolérables. Le nombre de pauvres a aussi augmenté. Mais, les coûts de l'homme ont été largement pris en charge et financés. Ce phénomène paradoxal est la conséquence de la croissance française et de son modèle social qui est efficace pour traiter l'inactivité et la grande pauvreté .Les outils du welfare state ont été petit à petit appliqués à la réalité coloniale ce qui a eu pour résultat de favoriser un niveau moyen de vie certes inférieur au niveau français mais assez conséquent pour nous différencier largement de nos voisins indépendants qui croulent sous les difficultés sociales .Les forces nationales et patriotiques ont été et sont encore tétanisées par des résultats qui mettent en cause leur idéologie misérabiliste et leur politique de mobilisation pour la souveraineté fondée sur l'échec social du système colonial. Par contre, les idéologues coloniaux ne craignent plus aujourd'hui d'exposer leur volonté d'intégrer , d'assimiler et de glorifier la soit disant bienveillance de la France . Pour les guadeloupéens qui aiment leur pays et croient fermement à sa liberté et à sa capacité de se développer en optimisant ses ressources et notamment ses ressources humaines , le bilan de SARKOZY qui vient s'ajouter au bilan des socialistes est pourtant catastrophique. Notre pays, malgré ses résultats sociaux quantitatifs positifs est très fragile. L' unique pilier de la performance sociale quantitative a été le dynamisme de la France qui petit à petit s'estompe . En maintenant notre pays dans cette fragilité structurelle et ces ambiguïtés , les autorités coloniales peuvent se présenter à notre peuple comme indispensables et déployer leur idéologie sur leurs bienfaits .Les médias sont très actifs dans ce processus en montrant avec délectation les échecs des pays du Sud .Il n'est pas pas étonnant dans ces conditions que les guadeloupéens y compris les militants de la souveraineté estiment souvent que sans la France nous serions dans la misère. Pourtant , la situation est plus complexe qu'on ne le dit . Les ressources guadeloupéennes constituent un pourcentage élevé du financement de ces résultats sociaux , masqué par la centralisation du système et les avantages de la France en matière d'emprunt . De plus , nos structures sociales qui nous avaient protégé pendant la longue nuit de l'esclavage sont détruites par l'individualisme du modèle français et l'incitation à une consommation débridée de produits et services français ce qui a déstructuré notre modèle de socialisation et favorisé la violence des plus jeunes .Le fonctionnement du monde occidental actuel, tourné vers l'accaparement de l'argent par quelques-uns, provoquant l'isolement de l'individu, la baisse du lien social, la précarité, ce monde-là ne peut qu'engendrer violence sur violence. Il y a une idéologie aussi à la base de ce fonctionnement, qui affaiblit les faibles et renforce les puissants. De toute évidence, enfin, la France ne sera plus capable de maintenir ce modèle social .

Derrière la façade rutilante de la consommation effrénée, il y a un peuple traumatisé qui craint à la fois d'être lui même et ce qui est plus grave a peur de l'avenir.

LE NÉCESSAIRE SURSAUT

Le temps du sursaut s'impose à un pays à l'agonie et ankylosé par la peur pour construire ensemble un havre développé , sécurisé et peuplé de femmes et d'hommes équilibrés , travailleurs , inventifs , ambitieux , aimant leurs pays et fidèles à nos valeurs, leur héritage le plus précieux dans un monde malheureusement dominé par le souci du matériel et de l'artificiel.

AVOIR DU POUVOIR

Pour mener à bien le bateau Guadeloupe, il faut du pouvoir c'est à dire il faut disposer des leviers politiques , administratifs et financiers notamment . Ceux qui croient que l'on peut entreprendre, construire et transformer sans pouvoir se trompent et mentent à notre peuple . Nous n'avons pas actuellement de pouvoir et c'est l'une des causes de nos difficultés et notamment de notre difficulté d'être nous mêmes. Les autorités coloniales font tout pour éviter de rendre aux guadeloupéens un pouvoir qu'ils ont annexé. En réalité, les français nous ont transformé en département pour des motivations conjoncturelles . En effet , se rendant compte de l'anticolonialisme américain , illustrée notamment par le programme « d'international trusteeship » selon lequel les alliés européens doivent se préparer à donner l'indépendance aux pays colonisés et de la teneur anti colonialiste des discussions devant aboutir à la signature et à l'adoption de la charte des nations unies , ils décidèrent d'accélérer leur politique d'assimilation et d'intégration pour éviter que leur pays ne puisse partager ses responsabilités coloniales avec aucune institution anonyme. Nous rendre le pouvoir est d'autant plus indispensable qu'il s'agit d'une des dispositions essentielles du droit international que la France a approuvé. Depuis la charte des nations unies complétée par de nombreuses conventions internationales le droit de tout pays de se diriger lui même est devenu indiscutable. Nous voulons que ce droit nous soit effectivement appliqué dans la transparence et avec l'accord de notre peuple .Le processus que nous proposons sera le suivant .Dans un premier temps il faudra réinscrire la Guadeloupe sur la liste des pays à décoloniser administrée par les nations unies par l'entremise du comité de décolonisation . Cette décision sera prise par le peuple lors d'un référendum sous stricte contrôle des nations unies afin d'éviter toutes dérives .Si les guadeloupéens l'approuvent , la Guadeloupe deviendra un territoire non autonome administré par la France et encadrée par les Nations unies . Des institutions nouvelles seront mises en place afin qu'en toutes circonstances et démocratiquement le point de vue de nos compatriotes soit à la base de toute décision. Ce sera donc la fin de l'intégration et de l'assimilation. Puis dans une deuxième étape un nouveau référendum sera organisé pour savoir quel régime politique souhaite les guadeloupéens .Il y aura trois choix possible : le statu quo de territoire non autonome , le gouvernement par un état étranger ou la souveraineté .

Si les guadeloupéens choisissent la souveraineté , nous proposons un nouveau référendum pour le choix du régime politique . Nous sommes partisans de la création d'une république guadeloupéenne avec un régime présidentiel .Le régime présidentiel est un régime politique représentatif dans lequel la constitution organise la séparation des pouvoirs, mais où cette séparation des pouvoirs est stricte, c'est-à-dire que les différents pouvoirs ne disposent pas de moyens de pression pour influencer les autres pouvoirs. À l'opposé du régime parlementaire, il n'y a pas de responsabilité politique de l'exécutif devant le législatif, c'est-à-dire que le gouvernement ne peut pas être renversé par le Parlement. Et symétriquement le pouvoir exécutif ne peut dissoudre le Parlement. Les pouvoirs exécutif et législatif sont élus tous les deux et séparément, et sont donc également légitimes. Le pouvoir judiciaire, qui peut se trouver amené à arbitrer les différents entre les autres pouvoirs a donc une place particulièrement importante. Il faut ajouter cependant que la séparation stricte des pouvoirs sera tempérée par le droit de véto, même si celui-ci reste limité, et qu'à l'inverse le congrès peut stopper la politique présidentielle en cours en refusant de voter le budget. Le Congrès peut, de plus, utiliser, le procédé d'impeachment, qui permet de faire destituer le chef de l'État. Un président de la république sera élu pour cinq ans renouvelable une fois directement par le peuple . Le pouvoir législatif sera exercé par un sénat de 31 membres élus à la proportionnelle intégrale sur une liste nationale englobant toutes les régions de notre pays. Le pouvoir judiciaire sera organisé autour d'une cour suprême , de tribunaux de première instance et de cours d'appel.

Sans polémique, sans aucune violence, sans précipitation , avec la force de notre conviction, nous demandons et demanderons aux autorités françaises d'appliquer le droit international de la décolonisation et de respecter la démocratie. Simultanément, nous ferons appel aux Nations unies et aux organisations régionales comme l'OEA et le CARICOM et plus généralement à la communauté internationale afin de nous aider à convaincre les français de mettre en place ce processus démocratique. Enfin, nous mobiliserons notre peuple par tous les moyens pour qu'il appuie ce processus. Dans la transparence , démocratiquement, les guadeloupéennes et les guadeloupéens doivent choisir leur voie après débats. Pour notre part ,sans aucune ambiguïté, nous les encadrerons, les conseillerons et les mènerons vers le plus grand bonheur possible .

POUR CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ GUADELOUPÉENNE

Avec notre pouvoir souverain, nous allons construire une autre société guadeloupéenne, solidaire, avec une forte cohésion, une grande capacité d'adaptation et ouverte pour saisir et transformer les opportunités du village mondial .

Cette société aura à sa base la famille dont nous comptons stopper les dérives et dysfonctionnements qui sont la cause de beaucoup de nos malheurs et notamment de la crise de notre jeunesse . Nous agissons avec notre politique familiale sur la création de la famille, sur ses modalités de fonctionnement sa dissolution et la transmission de ses biens. Notre objectif sera donc de solidifier la famille afin qu'elle reste une référence dans notre vie sociale . En ce qui concerne sa création nous allons créer un service public de préparation au mariage ; en ce qui concerne le fonctionnement nous allons créer un revenu familial conséquent

afin de rémunérer celui ou celle qui restera à la maison et des indemnités d'entretien pour rémunérer l'entretien proprement dit des enfants. ; en ce qui concerne la dissolution nous mettrons un terme à la libéralisation du divorce et maintiendrons un divorce pour faute car la libéralisation est un facteur d'irresponsabilité.

Cette société aura aussi comme outil principal de socialisation l'école cet instrument dont se sert massivement les autorités coloniales pour assimiler et supprimer notre mémoire avec des graves conséquences psychologiques . Nous changerons l'école cette machine infernale à assimiler et à production d'échec scolaire dans le cadre d'une véritable révolution. La philosophie de notre école sera fondamentalement différente de celle des français . Elle va aussi promouvoir à côté du respect des individus des valeurs de groupe car l'individualisme excessif est un facteur de régression et de trop grande fragilité . L'école sera formée de quatre cycle aux durées équivalentes qui commenceront dès l'age de trois ans pour se terminer par un examen final qui ouvrira les portes de l'ultime cycle l'université .Ses programmes notamment culturels seront guadeloupéens et prépareront aussi nos jeunes à vivre avec succès dans le village mondial sans naturellement perdre notre âme .L'école se fera tout au long de la vie car dans un monde dominé par les innovations les compétences s'épuisent rapidement voire disparaissent. Des négociations s'ouvriront entre les syndicats et les employeurs pour en arrêter les modalités du nouveau système de formation professionnelle continue. Afin de prévenir tous risques de violence de ceux qui ne seront pas bien socialisés, nous allons créer un service public d'encadrement des jeunes afin de palier aux défaillances de la socialisation.La mission de ce service sera d'encadrer et d'orienter toutes celles et tous ceux qui sont en difficulté.

Nous nous proposons de construire une nouvelle justice qui jugera bien entendu au nom du peuple guadeloupéen et sera composée exclusivement de guadeloupéens. Cette justice sera indépendante des pouvoirs exécutif et législatif . L'exécutif aura la mission de diriger le service public de la justice et d'être un des organes de déclenchement des actions en justice .Ce pouvoir cependant sera contrebalancé par d'autres organes dépendant de la société civile. La justice sera organisée autour de trois niveaux : des tribunaux de première instance ; des tribunaux d'appel ; une cour suprême. Ce pouvoir aura des relations solides avec les auxiliaires de justice et les forces de sécurité dont l'organisation sera modifiée , les effectifs « guadeloupéanisés » et la mission redéfinie. L'ordre et la justice dans notre pays doivent être l'affaire des guadeloupéens.

DISPOSANT DE SOLIDES PILIERS

Pour que notre pays soit exemplaire et pour que nous puissions laisser aux générations qui viennent un pays attractif et où il fait bon vivre , notre société devra disposer de piliers solides, administrés avec efficience.

Une économie prospère et écologique . Deux remarques introductives pour insister sur l'échec de la politique économique coloniale qui a fait de notre pays un supermarché vendant des produits français et où les consommateurs ont des revenus modestes dépendant pour l'essentiel des pouvoirs publics français et où

les entreprises sont dominées par du capital français notamment dans les domaines financiers et les médias ;. Les déséquilibres macro économiques sont la conséquence de ce modèle colonial : déséquilibre entre offre et demande de biens et services avec la disparition de tout secteur productif ; déséquilibre sur le marché du travail avec un taux de chômage de 30% approximativement ; déséquilibre commercial avec des exportations qui financent à peine 12% des importations ; déséquilibre de la balance des paiements en raison du déficit de la balance commerciale. En principe, avec de tels déséquilibres notre économie devrait s'effondrer .Elle ne sombre pas parce qu'elle est un petit appendice de l'économie française . La nouvelle politique économique , nouvelle croissance , sera fondée sur la nécessité de doter notre pays d'un système dynamique et durable de production des biens et de services, compétitif réalisée par des entreprises contrôlées par le capital guadeloupéen et avec des emplois occupés exclusivement par des guadeloupéens. Notre objectif est de tendre vers un équilibre macroéconomique strict , le carré magique de la croissance . Le rôle des pouvoirs publics guadeloupéens sera prééminent . Nous nous doterons d'un plan de développement de cinq ans afin de mieux optimiser nos ressources .Nous mettrons en place ensuite des mécanismes financiers pour le contrôle des banques afin d'orienter notre épargne et nos ressources financières vers les besoins guadeloupéens. Nous engagerons une profonde réforme fiscale par la création d'un nouveau système fiscal qui visera le rendement , l'équité la simplicité et l'efficience économique .

Une valorisation permanente de notre capital humain. Les femmes et les hommes de notre pays sont notre unique ressource . Tout ce qui se fera dans notre pays dépend d'eux . Toutes nos politiques , formation, salaires ,relations sociales, santé , se feront et se mèneront avec le souci prioritaire de valoriser nos ressources humaines . Leur formation se fera tout au long de la vie par le biais de l'apprentissage et de la formation continue qui combinent temps scolaires et temps professionnels. L'apprentissage ne sera plus un choix par défaut. La fusion des nombreux dispositifs d'aides financières actuellement existants permettrait de simplifier les démarches des employeurs d'apprentis. La formation continue doit s'effectuer tout au long de la carrière professionnelle quel que soit le niveau de qualification et doit veiller à compenser, le cas échéant, les déficits de la formation initiale. elle doit aussi prendre en compte les demandeurs d'emploi, les salariés en situation d'activité réduite afin de les préparer à la reprise future. Cependant, ces dispositifs ne trouveront leur efficacité que si tous et particulièrement les employeurs - considèrent la formation, y compris en apprentissage, comme un investissement pour l'avenir.

De nouvelles structures de gouvernance des entreprises et un nouveau système de droit et de relations sociales. Les acteurs sociaux , employeurs et salariés,participeront au dynamisme de notre pays dans les domaines économiques et sociaux.Leurs relations au sein de l'entreprise qui est le principal producteur de richesse doivent permettre d'optimiser les investissements faits . Il en résulte que la gouvernance des entreprises doit être partagée. Toute entreprise devra disposer d'un conseil de gestion composé de l'employeur et de représentants des salariés .Ce conseil présidé par l'employeur aura donc pour mission de gérer l'entreprise dans tous les domaines y compris dans le domaine financier . Les

représentants des salariés seront élus tous les quatre ans par l'ensemble des salariés. Ces mêmes acteurs seront membres du conseil national de la planification dont la mission sera d'organiser la planification quinquennale de notre pays .Enfin , nous allons engager une réforme profonde du droit du travail notamment , en simplifiant le contrat de travail que les autorités coloniales ont complexifié et dénaturé , en modifiant la liquidation et le règlement judiciaire des entreprises pour prendre en compte en priorité la protection des salariés et de leur emploi et en rétablissant l'égalité salariale par la suppression des avantages octroyés qu'à une minorité de salariés

Une protection sociale de qualité . Afin de réparer les cinq grands risques qui menacent en permanence nos compatriotes , la maladie , les accidents de travail et de trajet , la famille , la vieillesse , la perte d'emploi et le handicap, nous construiront un système de protection sociale solide , en permanence équilibré et distribuant des prestations de qualité . Nous créerons une caisse nation de la protection ayant la mission d'administrer la production et la distribution des prestations sociales . Cette structure sera administrée par des représentants élus venant du monde patronal , du monde salarial et de la société civile .Dans le domaine de la santé le principe sera la gratuité de tous les actes médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers . Nous remplacerons donc la médecine libérale par une médecine communautaire où les médecins , infirmiers et autres auxiliaires médicaux seront des agents publics .Le financement de la protection sociale se fera par l'impôt et non par des cotisations assises sur les salaires afin de ne pas compromettre notre compétitivité. Pour les retraites dont la date d'ouverture se fera entre 60 ans et 70 ans nous appliquerons le principe d'égalité en matière de pension c'est à dire que tous les guadeloupéens disposeront du même montant de retraite qui sera indexé sur la moyenne des salaires versés dans notre pays. Les mêmes principes seront appliqués aux handicapés qui seront pris en charge totalement par les pouvoirs publics.

Un environnement préservé et renforcé. Le bilan sur notre environnement est dans l'ensemble négatif.La Guadeloupe est livrée à la consommation aveugle et à l'automobile dont les conséquences sont catastrophiques .De plus, l'augmentation de notre population génère des contraintes de plus en plus fortes notamment en matière d'urbanisme .Enfin, le réchauffement de la planète nous fait courir de grands risques . Pour nous , un pays solide est un pays qui administre avec rationalité son environnement afin de limiter le plus possible tous les risques .Il est d'autant plus indispensable d'avoir un comportement exemplaire que nous sommes naturellement fragiles du fait de notre insularité . C'est pour toute ces raisons que notre politique d'environnement doit viser à construire une économie verte c'est à dire une économie dont les revenus et les emplois sont créés par des investissements qui réduisent les émissions de CO2 et la pollution, améliorent le rendement des ressources, et empêchent la perte de la biodiversité et des services écosystémiques. Notre économie du tout-jetable doit se transformer en une économie circulaire, qui revalorise ses émissions et ses déchets et réduit drastiquement gaspillages et pollutions. Pour y parvenir, nous proposons de choisir un plan quinquennal de gestion de l'environnement qui comprendra notamment des soutiens à la recherche, des critères écologiques pour les marchés publics ou des incitations fiscales. Notre objectif est de faire de notre pays un espace

exemplaire dans le domaine de l'environnement . Tout d'abord, par une bonne gestion des ordures en utilisant les techniques les plus modernes et le recyclage systématique. Il s'agit pour nous de maîtriser le plus rapidement possible, individuellement et collectivement une économie écologique où tout se recycle . Ensuite , il s'agit de mieux construire grâce à la mise en place d'une législation moderne sur l'urbanisme ce qui voudra dire que toute construction sera faite dans le cadre d'un plan global et de plans sectoriels et après délivrance de permis pour construire , détruire et modifier. Cette législation aura pour objectif de mieux utiliser notre espace, de limiter la venue des étrangers qui actuellement s'emparent de nos terres par l'utilisation de la défiscalisation et d'améliorer la durabilité et la qualité des bâtiments, notre pays étant aussi un pays touristique. Il s'agira aussi de limiter l'utilisation de l'automobile privée grâce à la mise en place d'un réseau de transports géré par les transporteurs, gratuit car financé directement par les pouvoirs publics. Enfin nous mettrons en œuvre tous les moyens pour que les guadeloupéens consomment différemment et avec modération pour préserver leur santé et en donnant la priorité à notre production nationale.

L'insertion dans la Caraïbe et l'Amérique latine .Avec la souveraineté s'ouvre pour nous l'ère de la diplomatie. Plus question d'être représenté par un État étranger à notre région dont la présence est dangereuse vu son comportement impérial qui ne risque pas de changer. Dans un monde impitoyable pour les petits et les faibles, il nous faut une logistique régionale pour faire face aux dangers. Nous rejoindrons donc nos voisins qui sont déjà engagés pour la construction d'une grande région à l'Organisation des États américains et au Caricom, les deux organisations de référence de notre région.Nous demanderons aussi notre adhésion à L'ALBA , à Pérocaribe et à la CELAC trois organisations dont nous partageons l'idéologie et les axes de développement. Il s'agit d'organisations qui construisent une région Amérique et Caraïbes indépendante, démocratique , solidaire et qui aide les plus petits et les plus faibles de notre région à se développer harmonieusement. En conséquence nos relations avec L'UE seront modifiées : l'intégration imposée par la France sera remplacée par un traité d'association qui traitera des aides européennes selon de nouvelles modalités et réglera le problème de la monnaie après mures réflexions.

Des finances publiques solides et équilibrées. Pour financer nos dépenses publiques, d'exploitation et d'investissement, il nous faudra disposer de ressources fiables et régulières utilisées de manière rationnelle afin de consolider notre souveraineté. Nous sommes conscients que de nombreuses expériences d'indépendance ont échoué faute d'une gestion sérieuse des finances publiques. Nos ressources vont certes dépendre de la rapidité avec laquelle notre pays va enrichir mais aussi des caractéristiques de notre système fiscal et de l'efficacité de notre nouvelle administration à collecter les impôts. Nos choix de dépenses et de recettes publiques seront réalisés grâce à une participation directe de notre peuple . L'équilibre de nos finances publiques sera en toute circonstances un impératif. Notre système fiscal s'organisera autour des six impôts : l' impôt sur le revenu ; l'impôt sur le revenu des entreprises ; la TVA qui comportera trois taux de 2% , de 9% et de 17% ; une contribution sociale pour le financement de la protection sociale dont la base sera le revenu et la valeur ajoutée des entreprises ; les droits de douanes et les droits d'enregistrement .

Une monnaie guadeloupéenne autonome et solide. Sa création se fera progressivement et après des études techniques approfondies . Dans un premier temps, nous créerons une monnaie locale, monnaie complémentaire et non convertible, monnaie de consommation dite aussi monnaie fondante (car elle perd de la valeur avec le temps contrairement à l'épargne). C'est le meilleur instrument, pour favoriser les échanges locaux, les circuits courts et réduire la dépendance des produits importés. Les instruments sont prêts avec les cartes à puce, les lecteurs de carte et programmes associés .La monnaie locale sera un outil pour la relocalisation de l'économie et un moyen de se soustraire à la mondialisation marchande, en insistant sur le fait que ce n'est qu'une monnaie complémentaire qui ne remplace pas l'Euro et n'est pas convertible théoriquement mais ne nécessite aucune fermeture du marché. La gestion de notre monnaie sera confiée à une instance représentative de notre peuple . Cette monnaie locale peut être créée ex nihilo au début, et donc distribuée en plus des revenus monétaires . D'une certaine façon, la monnaie locale réduit aussi les prix pour les résidents par rapport aux touristes en permettant de payer un pourcentage du prix en monnaie locale (sorte de rabais), ou d'en acquérir par ses achats (sorte de points de fidélité). C'est, enfin, une monnaie qui ne crée pas d'inégalités car on ne peut l'accumuler puisqu'elle perd de la valeur avec le temps. Dans un deuxième temps , en fonction des résultats obtenus et après débats nous remplacerons l'euro si cela s'avère nécessaire .

CONCLUSION

En face du **modèle colonialo-départementaliste** que les conservateurs de droite et de gauche s'échinent à défendre malgré tout le mal qu'il a occasionné à notre pays , nous opposons **un modèle souverainetiste** qui vise à créer les conditions pour que nous soyons nous mêmes, libres, solidaires , efficaces créateurs de richesses et heureux de vivre pour soi et pour notre pays. La réussite de notre projet de souveraineté dépendra de l'adhésion des guadeloupéennes et des guadeloupéens à nos valeurs c'est à dire aux principes que nous avons patiemment stockés au fil des combats souvent difficiles que nos ancêtres ont mené et que nous continuons à mener et à notre projet de gouvernement . Liberté , dignité , solidarité et égalité , promotion en toutes circonstances de la diversité car nous savons la chance d'être une société monde , amour du travail qui est la source de toutes les avancées humaines , politesse , bonté , sens de l'échange , promotion de la formation pour s'améliorer et être utile à la collectivité , enracinement dans notre culture, comportement collectif sont le socle spirituel de notre communauté nationale qui de ce point de vue n'a rien à envier à quiconque .Actuellement , ces valeurs sont des armes de défense en attendant que nous en fassions des moteurs de notre destinée. Nos propositions sont cohérentes et réalistes afin que notre peuple les trouve crédibles. Beaucoup disent que notre peuple est majoritairement hostile à la souveraineté . Nous ne sommes pas étonnés tant l'entreprise de formatage de nos consciences pour que nous puissions oublier qui nous sommes est à la fois intense et continue. Mais , la politique étant l'art de conquérir les consciences et les cœurs , nous allons avec nos explications démontrer à nos compatriotes pourquoi vivre sous la tutelle de quelqu'un est dangereux et méprisable. Nous allons aussi montrer aux guadeloupéens que

l'exemplarité technique et morale des femmes et des hommes qui les portent est la gage de notre . Il est difficile d'admettre que les descendants d'africains et d'indiens qui constituent le fondement de la nation GWADLOUP puissent avoir oublié l'orgueil et la passion de leur civilisation d'origine et se contenter d'être des faire valoir . Nous montrerons aux guadeloupéens combien l'action collective est un formidable producteur de liberté .

QUE DIEU ET LES ESPRITS NOUS PROTÈGENT et nous aident à faire le bon choix qui ne peut être que celui de la souveraineté.

LE COÛT ANNUEL DU PROGRAMME

DÉPENSES

DÉPENSES D'EXPLOITATION : 3862

DÉPENSES DE TRANSFERTS : 3217

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT : 629

TOTAL 7708

RESSOURCES

Impôt sur le revenu 516

Impôt sur les entreprises 448

TVA 729

Droit de douane 1200

Taxes diverses 969

Contribution sociale 3217

Emprunt 629

TOTAL 7708

(En millions d'euros)